



## Les douaniers font leur grand débat

A l'heure des grandes « consultations citoyennes », les douaniers ont décidé de faire leur grand débat également. Ainsi, sur la DR de Dunkerque, tous les douaniers ont pu exprimer leurs doléances et rédiger la liste de leurs revendications (voir document de l'intersyndicale locale ci-joint). Les salaires et une meilleure reconnaissance sont au cœur des enjeux, tout comme l'avenir de nos missions.

La mise en œuvre du BREXIT, aux forceps pour ce qui concerne la DGDDI, replace les douaniers au centre des enjeux économiques, fiscaux et de lutte contre toutes les fraudes. Cette mise en œuvre difficile met aussi en évidence l'état dans lequel a été mis notre belle maison depuis des années de réformes successives.

### **Il faut donc dans la période que les douaniers se fassent entendre car cela ne peut plus durer**

C'est ce que les collègues des DR de Dunkerque et Lille tentent de mettre en place. Ils ont déposé leur cahier revendicatif au directeur interrégional vendredi dernier, lui laissant jusqu'au 1<sup>er</sup> mars pour répondre. A défaut de réponse, les actions vont commencer dès le lundi 4 mars, dans la durée, et sous toutes les formes possibles et imaginées par les agents eux-mêmes.

L'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-Solidaires-UNSA-CGC-USDFO, face à une administration sourde aux revendications des douaniers depuis des mois voire des années, soutient ce processus d'actions envisagées dès le lundi 4 mars.

Elle alerte par la présente les médias sur la situation des douaniers, de leurs missions et de leurs services.

Nous ne doutons pas un instant que les douaniers, comme toujours, vont s'engager corps et âme dans cette nouvelle étape de l'histoire douanière. Chacun souhaite que le BREXIT se passe au mieux. Ils vont donc pallier les manquements et l'impréparation.

Mais ils veulent aussi alerter les autorités et les populations sur l'état de délabrement de notre administration depuis des années (6000 douaniers supprimés en 25 ans, de nombreuses fermetures de bureaux et brigades, des conditions de travail dégradées, etc) et surtout une politique salariale en berne, sans aucune revalorisation, sans aucune reconnaissance.

L'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-Solidaires-UNSA-CGC-USDFO demande en urgence une audience chez le Ministre de tutelle, Gérald Darmanin, le Directeur général assurant lui-même que les dossiers effectifs, rémunération et pouvoir d'achat ne relèvent pas de la compétence de son comité technique.

Montreuil, le 27 février 2019